

SSOLH 249/3

SS62

(1939)

A

Autorisations de transports routiers à grande distance
délivrées pendant la guerre (Protestations de la S.N.C.F.).

Lettre de la S.N.C.F. au M.T.P.

10.11.39
C.D. 27.11.39 62 (IX b)

Autorisations de transports routiers à grande distance

27 novembre 1939

QU. IX - Questions diverses

Pas de P.V. COURT

STENO p. 62

b) Conditions de délivrance des autorisations de transport par route à grande distance.-

M. LE PRESIDENT.- J'ai à vous rendre compte que, par lettre du 20 novembre 1939, nous avons signalé à M. le Ministre des Travaux Publics certains cas d'espèce, dans lesquels des autorisations de transport par route à grande distance avaient été délivrées dans des conditions tout à fait irrégulières. Nous lui avons demandé de bien vouloir prendre toutes dispositions utiles pour obtenir des services chargés de la délivrance de ces autorisations l'observation des prescriptions réglementaires.

M. BERTHELOT.- Permettez que je donne quelques indications sur la question des transports par route à grande distance.

Je vous ai indiqué que, d'une façon générale, nous étions obligés de lâcher un peu de lest, parce que, bien souvent, le chemin de fer ne peut pas fournir le matériel dans les délais requis.

Mais il est apparu que, souvent, les ingénieurs en chef des départements délivraient ou refusaient assez arbitrairement

les autorisations demandées.

Le Ministre a signé une circulaire qui donne aux Ingénieurs en Chef des Ponts-et-Chaussées des indications qui sont assez précises. De plus, il a été décidé que les affaires importantes seraient instruites par le Ministère des Travaux Publics lui-même.

D'autre part, une grosse entreprise, la SUZE, transporte dans toute la France, au moyen de 80 camions, ses bouteilles d'apéritif. Elle a deux usines : l'une à Paris et l'autre à Pontarlier, et ses camions assurent les livraisons dans toute la France, notamment sur les relations Paris-Bordeaux, Paris-Toulouse, etc... Le nouvel accord accepté par la SUZE consiste en ceci : on créera, dans la France, 12 ou 15 dépôts principaux, qui seront alimentés par voie de fer au départ de Paris ; ensuite, la livraison de détail sera faite au départ de ces dépôts dans un rayon de 200, 250 ou 300 km avec des camions. Des négociations analogues sont en cours également avec les maisons FERNOD et BUIAGAS, qui avaient un parc considérable de camions. ~~XX~~

Pour les pétroles, des négociations sont également en cours avec la Société Industrielle des Pétroles et Dérivés (S.I.P.D.). Voilà la politique suivie.

M. LE PRÉSIDENT. - C'est tout un programme.

M. LE MINISTRE. - Cela ne nous empêche pas, d'ailleurs, de signaler les situations irrégulières.

M. MARLIO. - Certes.

M. LE PRÉSIDENT. - C'est ce que nous avons fait en envoyant la lettre du 20 novembre 1939, dont je viens de vous parler, au Ministre des Travaux Publics.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

P. 54604 N
4661

Paris, le 20 novembre 1939.

D 5410-37

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants qui paraissent démontrer que la délivrance des autorisations de transports par route à grande distance semble se faire dans certains départements en dehors des règles fixées par le décret du 19 septembre 1939.

C'est ainsi que :

1°) L'entreprise COUDERC, à la Fringale (Sarre-et-Loir), a obtenu de M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées de la Sarthe, une autorisation valable pour 10 voyages A.R. du Mans sur Paris, pour des transports de fonte d'usinage.

2°) L'entreprise BOUESSE à Montsurs (Mayenne) a obtenu de M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées de la Mayenne, pour 3 véhicules neufs, dont elle vient de faire l'acquisition, en vue de la reconstitution de son parc, les autorisations suivantes :

a) camion 1069 K 2, charge utile 12 tonnes, autorisation d'effectuer, du 6 au 15 novembre, sur le trajet Laval-Nantes, 8 voyages AR pour le transport de sucre, sel, bières, vins, essence, sans indication du prix du transport;

b) camion 750 K 2, autorisation valable du 5 au 20 novembre, sur le trajet Laval-Nantes, 8 voyages AR pour le transport de sucre, essence, bières, sel, sans indication du prix du transport;

c) camion citerne 577 K 2, autorisation valable du 2 au 10 novembre, pour le trajet Laval-Nantes, sans indication du nombre de voyages, mais pour un tonnage total de 60 tonnes de vin, d'essence et de sucre, sans indication du prix de transport.

Or le chemin de fer était en mesure d'assurer ces divers transports dans des conditions convenables. La délivrance des autorisations ne nous paraît donc pas absolument justifiée.

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.-

Au surplus, les autorisations ne comportaient pas, conformément aux dispositions de l'article 8 du décret du 19 septembre 1939, les prix auxquels les transports étaient effectués.

Par ailleurs, il semble que M. l'Ingénieur en Chef de la Sarthe devrait renvoyer à son collègue de l'Eure-et-Loir, les demandes de l'entreprise COUDERC, dont le centre d'exploitation, à la Fringale, est dans ce dernier département.

Je vous serais très reconnaissant, Monsieur le Ministre, des dispositions que vous voudrez bien prendre en vue d'obtenir des services chargés de la délivrance des autorisations de transport par route à grande distance l'observation des prescriptions réglementaires.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

P. le Président du Conseil d'Administration,

Le Directeur Général,

Signé : LE BESNERAIS.